
ENTRETIEN

"Le néolibéralisme triomphant est révolu"

LE 01/11/2006 ⌚ 10 min

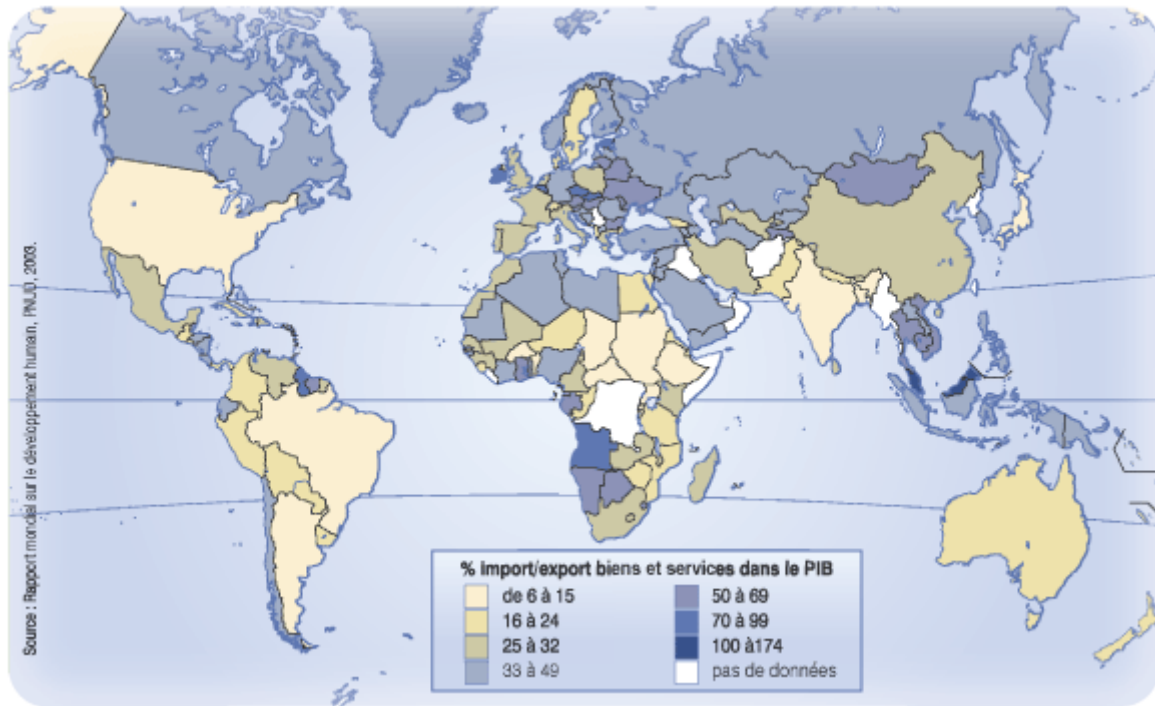
Les responsables politiques soulignent volontiers leur impuissance à agir, en raison des " contraintes de la mondialisation ". L'ouverture économique et le néolibéralisme nous ont-ils, en effet, privés de toute marge de manoeuvre ?

Jean Coussy. Non. L'idée s'est, en effet, répandue, à la faveur du triomphe du fondamentalisme libéral, porté notamment par les institutions financières internationales, que les " défail lances de l'Etat " étaient la source de tous les maux économiques, et qu'il fallait organiser son impuissance. Et, de fait, les politiques libérales ont dominé les années 1980 et 1990, au Nord comme au Sud. Mais la liberté d'action des gouvernements n'a pas pour autant disparu. Le politique a joué un rôle majeur dans les choix de stratégie économique extérieure, tous les Etats se muant, certes, en " Etats de compétition ", pour reprendre Ronen Palen, mais chacun à sa manière. Les gouvernements ont adopté des politiques de compétitivité à l'exportation et d'attractivité du territoire en fonction des avantages comparatifs et des traditions sociopolitiques de leurs pays. Ils ont aussi joué un rôle majeur dans l'indemnisation des perdants, qui a été massive, contrairement à l'idée reçue. Ce sont même les pays les plus ouverts qui ont le plus augmenté les dépenses publiques, pour compenser l'insécurité créée par l'ouverture. Enfin, les Etats ont protégé certains secteurs et acteurs menacés par la libéralisation. Les pays asiatiques ont réussi à combiner exportation et protection. Et les Etats-Unis n'ont pas rechigné à abriter des vents du monde les secteurs de l'acier et de l'agriculture. L'Europe, elle, s'y est plutôt refusée. Et c'est sans doute là le coeur du malaise français. Nous avons historiquement fondé notre développement sur le protectionnisme et une conception nationale étatiste de l'économie. Notamment parce qu'elle a fait le choix de l'Europe, la France a opté au cours des deux dernières décennies pour une forme d'adaptation qui contredit son histoire: le renoncement à l'inflation, les privatisations, la rigueur budgétaire... La mutation est sans doute plus difficile pour elle que pour les pays qui ont moins dévié de leur trajectoire.

Jean-Marc Siroën. La mondialisation rétrécit les marges de manoeuvre en matière de politique économique. Le libre-échange généralisé entre des pays qui n'ont ni le même niveau de développement, ni le même système de protection sociale, ni la même politique fiscale, limite le libre arbitre de chacun: en politique budgétaire, puisque toute relance de la consommation profite autant aux partenaires qu'aux entreprises nationales; en politique monétaire, car une inflation élevée entrave la compétitivité extérieure; et politique fiscale, dans la mesure où la localisation des investissements étrangers est liée aux taux d'imposition. Mais le coeur du problème ne me semble

pas là, pour ce qui concerne la France et ses voisins. Convaincus qu'ils perdraient de leur autonomie dans la nouvelle économie mondiale, les gouvernements des Etats membres ont voulu transférer en partie cette capacité d'agir à l'échelle européenne. Cela n'a pas marché. Le pouvoir politique n'a pas regagné à l'échelle européenne la capacité d'agir perdue à l'échelle nationale.

Des économies inégalement ouvertes (carte) (url/economies-inegalement-ouvertes-carte-0111200673608.html)



Cela étant, la politique macro-économique n'est pas toute la politique. La preuve en est que, même en Europe, les systèmes sociaux, l'organisation du marché du travail, la fiscalité, les formes d'intervention de l'Etat restent disparates. Les " contraintes de la mondialisation " sont relatives. Les pays scandinaves ont fait le choix de protéger leurs salariés non qualifiés en leur offrant des emplois publics grâce à une fiscalité élevée pour les ménages; et ils ont développé des spécialisations qui leur assurent une insertion réussie dans l'économie mondiale. La Grande-Bretagne a fait le choix de la dérégulation, de la désindustrialisation, avec ce que cela signifie sur le plan humain; et elle s'est fait sa place dans la globalisation en misant sur le secteur des services, notamment financiers. Sur le plan de l'attraction des capitaux, l'Irlande est devenue une destination privilégiée des investisseurs étrangers en jouant la carte du dumping fiscal. Mais la France est deuxième derrière la Chine pour l'accueil des capitaux étrangers, en ayant misé sur la qualité de ses investissements publics, notamment en matière de transport.

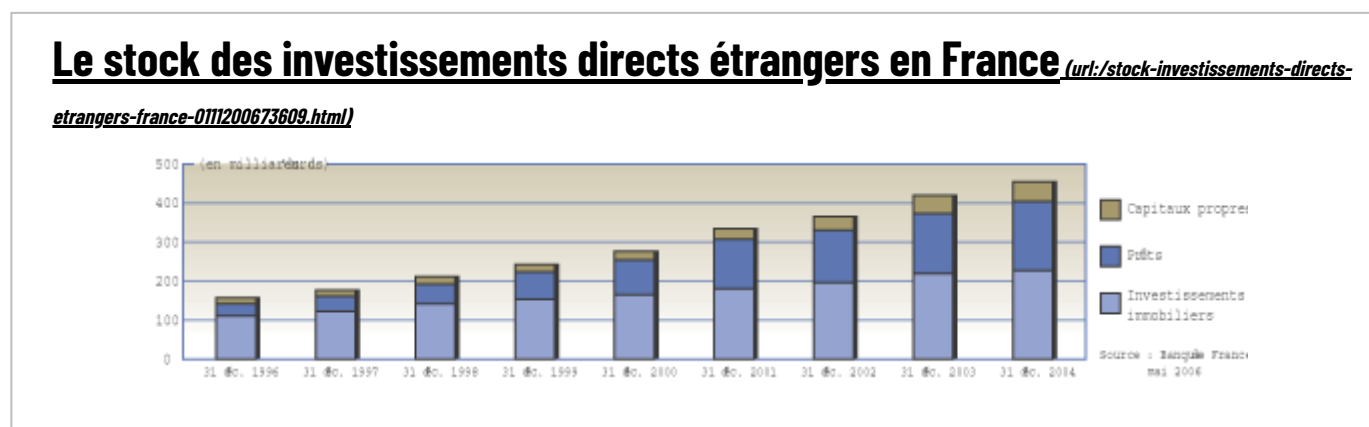
Pourquoi l'Union européenne n'a-t-elle pas réussi à récupérer collectivement les marges de manoeuvre que les Etats ont perdu individuellement ?

J.-M. S. Parce qu'elle ne s'en est pas donné les moyens. Je reste favorable à la monnaie unique. Même si l'euro n'a pas encore fait la preuve de son efficacité, même si l'on peut contester le manque de flexibilité de la Banque centrale européenne, à la différence de la Fed américaine, notre politique monétaire est plus rationnelle qu'elle ne l'aurait été au sein du SME, avec l'obligation de suivre les

évolutions du mark. Mais il est absurde de dissocier la politique monétaire de la politique budgétaire. Nous nous sommes liés les mains sur le premier plan sans nous laisser le droit d'utiliser de nouvelles libertés d'action sur le second. Nous n'avons donc ni politique industrielle, ni politique de recherche au sein de l'Union, toutes choses qui permettraient de relancer la croissance régionale. Car si les politiques de relance sont désormais inefficaces à l'échelle nationale, ce n'est pas vrai à l'échelle européenne, puisque l'essentiel des échanges a lieu entre pays membres. Mais il n'existe aucun consensus entre nous sur la nature des politiques à mener, et les Etats-membres viennent de réduire le budget commun...

Comment les gouvernements peuvent-ils agir face aux délocalisations ?

J. C. Il faut distinguer les délocalisations proprement dites - une usine ferme ici pour ouvrir ailleurs - des investissements à l'étranger - une entreprise décide de s'implanter ailleurs, notamment pour accéder au marché intérieur. Les premières sont très rares. Mais rien n'a été fait pour ralentir ce mouvement très mal anticipé. Même si l'on est convaincu des vertus de la nouvelle division internationale du travail, il n'était pas interdit d'essayer d'en prévenir au maximum les effets sociaux négatifs.



J.-M. S. Souvenons-nous du psychodrame provoqué par l'arrivée massive en Europe de produits textiles chinois, lors du démantèlement des accords multifibres! L'événement était pourtant prévu depuis dix ans... L'essentiel du problème est là, dans l'incapacité à prévoir et donc à gérer ces délocalisations, qui posent des problèmes de reconversion, de formation, d'aménagement du territoire. Car, sur le fond, la nouvelle spécialisation de la production ne peut pas et ne doit pas être combattue: à long terme, elle nous appauvrirait.

Les puissances émergentes du Sud, pour se développer, ont-elles appliqué à la lettre le credo libéral ?

J.-C. Loin s'en faut. La Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud... Tous ont décollé grâce à un tenace pragmatisme, se tenant à égale distance du libéralisme sauvage et de l'antilibéralisme pur. Tout en acceptant le principe de l'ouverture, ils n'ont jamais renoncé à combiner des politiques publiques dites libérales et des politiques publiques proscrites par le "consensus de Washington". Ils ont réussi à attirer des capitaux tout en leur imposant certains contrôles, à entrer à l'OMC avant d'en

respecter toutes les normes, à mener des politiques sociales sans copier pour autant le modèle du welfare state... Voilà qui nous emmène bien loin de l'Etat minimum imposé naguère par les politiques d'ajustement structurel aux Etats les plus faibles du tiers-monde.

J.-M. S. Cela étant, le Brésil de Lula a beaucoup sacrifié à l'orthodoxie. Le retour à l'équilibre budgétaire a été bien plus rapide que ne l'exigeait le FMI. Et la politique monétaire bien plus restrictive. Dans une certaine mesure, le gouvernement n'avait pas le choix: il lui fallait sans doute en faire plus que d'autres pour asseoir sa crédibilité. Mais je m'explique difficilement le niveau des taux d'intérêt, sauf à penser au jeu de certains lobbies financiers proches du pouvoir.

Etant donné les contraintes - même relatives - que fait peser la mondialisation sur les politiques économiques nationales, ne faut-il pas parier sur l'adoption de politiques publiques à l'échelle mondiale ?

J.-C. Les puissances émergentes sont en profond désaccord avec le principe de normes minimales que les Occidentaux aimeraient discuter, dans le domaine social ou environnemental par exemple. La plupart des experts estiment d'ailleurs aujourd'hui que ce type de régulation ne pourra voir le jour qu'à l'initiative des multinationales, sous la pression des opinions. C'est dire si nul ne croit plus en la possibilité d'une régulation publique internationale.

J.-M. S. Si nous sommes incapables de mettre sur pied une forme de gouvernement économique à l'échelle européenne, il paraît utopique d'envisager le développement de politiques et de normes communes planétaires. Quand bien même nous arriverions à développer des formes de fiscalité mondiale, comment les Etats parviendraient-ils à se mettre d'accord sur les dépenses ? Il n'y a pas si longtemps, les Etats-Unis décidaient de réduire leurs contributions aux organisations internationales précisément parce qu'ils n'étaient pas d'accord sur l'usage qui était fait de ces fonds.

Comment analysez-vous l'impasse des négociations de l'OMC ? Une remise en cause de l'ouverture et la réhabilitation d'une certaine dose de protectionnisme ?

J.-M. S. S'il ne s'agissait que de cela, le coup d'arrêt ainsi porté à la libéralisation du commerce mondial me paraîtrait un problème relativement bénin. Je ne suis pas hostile, par principe, à toute forme de protection pour aider les industries naissantes - comme les hautes technologies. Mais nous la mettons plutôt au service de secteurs vieillissants...

Mon inquiétude profonde est ailleurs: un échec des négociations du cycle de Doha pourrait menacer l'idée même de règles du jeu économique international. Or, de mauvaises règles sont préférables à l'absence de règles, porte ouverte à la loi du plus fort. Si l'OMC sortait affaiblie de cette affaire, nous assisterions à la multiplication des accords bilatéraux; au bénéfice des grandes puissances que sont les Etats-Unis et l'Europe notamment, au détriment des plus faibles.

Le fonctionnement actuel du capitalisme fait l'objet de plus en plus de critiques, venues du coeur de l'establishment, comme en témoignent notamment les livres de Joseph Stiglitz. Est-ce la fin du libéralisme ?

J.-M. S. L'ère idéologique inaugurée par les gouvernements de Thatcher et Reagan a pris fin. Notamment avec la crise financière asiatique en 1997 et l'éclatement de la bulle Internet à la fin des années 1990. Le néolibéralisme n'est plus la pensée économique dominante. D'autres courants se développent, avec en particulier les héritiers de Keynes tels que Joseph Stiglitz, qui pensent que le capitalisme ne fonctionne correctement que quand l'Etat y veille un tant soit peu. Plus aucune institution internationale ne défend l'idée selon laquelle l'Etat serait l'ennemi du développement.

J.-C. La période du néolibéralisme triomphant est révolue. Je m'en réjouis parce que quiconque préconise aujourd'hui une mesure de rigueur doit se justifier de la même manière que celui qui propose une mesure interventionniste; la discussion et la réflexion économiques sont redevenues possibles. Mais je m'en inquiète, car je ne vois pas émerger d'alternative. Et nous avons du mal à mesurer la part d'irréversible dans ce qui a été fait depuis vingt ans. On peut difficilement re-nationaliser des entreprises. Nul ne songe dans les pays industrialisés à revenir sur les mouvements de capitaux. L'indépendance des banques centrales est considérée comme définitive. A l'évidence, il y a des limites aux retours en arrière possibles. Le désarroi des responsables politiques français, qui en appellent au " nationalisme économique " sans trouver les moyens de le mettre en oeuvre, est significatif. Il est de nouveau permis de parler d'intervention, mais nul ne sait vraiment comment faire.

Le désir de retour de l'Etat pourrait dans ces conditions se décliner sur le mode du nationalisme et de la violence, plutôt que du regain des politiques sociales. Or, les phases précédentes de la mondialisation se sont achevées dans la guerre. On ne peut pas exclure qu'avec la dissolution du néolibéralisme, la mondialisation attise toutes les tensions. A fortiori avec des puissances aussi potentiellement violentes que les Etats-Unis et la Chine.

PROPOS RECUEILLIS PAR SANDRINE TOLOTTI